

rythme accéléré. Dans ma propre circonscription d'Aurora, un monument historique du township d'York, le Doane Hall, a disparu. La ville de Peterborough, qui vous tient à cœur, monsieur l'Orateur suppléant, risque d'en perdre un autre. J'espère que nous serons en mesure d'unir nos efforts et de faire quelque chose à ce sujet. C'est urgent. Les villes s'étendent et les gens viennent s'y installer. L'entretien des vieux immeubles, souvent coûteux, est négligé. Nous avons déjà subi de grandes pertes. Toutefois, il y a encore beaucoup à préserver, si nous prenons les mesures voulues—mais il ne suffit pas de désigner un ou plusieurs membres d'une commission, peu importe leur compétence. A Ottawa, qui devrait être cher à tous, nous avons perdu de beaux immeubles, notamment l'ancienne Cour suprême. Les députés ont peut-être vu un programme à ce sujet à la télévision hier soir. Le Bytown Inn est sur le point d'être démoli. Personne ne peut prétendre qu'il s'agit d'un immeuble d'importance historique nationale, mais il est attrayant et ajoute un certain cachet à la ville—c'est une bâtisse qui représente le caractère ancien de la ville. Les propriétaires hésitent à le laisser démolir, mais ils ne peuvent pas faire grand-chose pour le préserver, car ils ne peuvent compter sur aucune aide financière à cette fin. Dans cette ville d'Earnscliffe, la demeure de sir John A. Macdonald est la résidence du Haut commissaire britannique. Voici donc un monument historique, rappelant le souvenir du premier premier ministre du Canada, qui devrait être subventionné, conservé et utilisé par des Canadiens. Une des suggestions que je pourrais faire à cet égard—et je suis sûr que les Anglais seraient prêts à nous céder l'endroit—serait d'en faire la demeure de l'Orateur de la Chambre. Les députés peuvent-ils imaginer que les Américains acceptent une situation où l'ambassadeur de la Grande-Bretagne vivrait à Mont Vernon? Et pourtant, c'est exactement ce qui se passe au pays. De quelle fierté à l'égard de notre héritage national pouvons-nous donc nous prévaloir lorsque nous sommes satisfaits de laisser les pléni-potentiaires d'une puissance étrangère vivre au sein de la capitale nationale, dans la maison authentique du premier premier ministre du Canada? Je vous le dis, monsieur l'Orateur, c'est une honte.

• (5.50 p.m.)

Voyez aussi la région du vieux port de Montréal. Pourquoi les Canadiens et le gouvernement n'ont-ils rien fait pour tenter de sauvegarder les édifices qui s'y trouvent? Pourquoi laisse-t-on ce soir à l'initiative des

entreprises privées, ce qui n'est pas toujours un bien.

A Niagara-sur-le-Lac, nous avons une région d'un intérêt historique, esthétique et culturel considérable. La Commission des lieux et monuments historiques du Canada a récemment annoncé qu'elle allait subventionner la conservation de la maison des apothicaires, mais c'est toute la région que le gouvernement devrait aider.

Il y a beaucoup d'autres endroits de ce genre au Canada. Non loin d'ici, à Williamstown, dans l'Ontario, il y a plein de beaux édifices. Plus loin, autour de Cardinal et de Cobourg, il y a de merveilleux bâtiments qui ne sont peut-être pas d'un intérêt historique exceptionnel, mais qui constituent de splendides exemples de l'architecture du début de la fin du XIX siècle.

Devant les occasions de conservation qui s'offraient, en l'espace de 50 ans, nous n'avons réussi qu'à assurer la conservation de 30 lieux historiques. Aux députés qui s'intéressent à la chose, je leur propose de visiter, durant le congé parlementaire, les États du Vermont et du New Hampshire afin de se rendre compte de ce que l'on peut faire dans ce domaine-là. Je les prierais de visiter Woodstock ou Deerfield, dans le Vermont, où, grâce à l'aide du gouvernement, on a su conserver des collectivités distinctes et fort particulières, non pas des immeubles seulement, mais des collectivités entières où l'on peut se rendre compte de visu de la façon dont les gens vivaient à une époque pas tellement éloignée de la nôtre.

Si l'on songe à ce que les autres pays réalisent de ce côté, les efforts du Canada semblent presque ridicules. J'ai déjà signalé à la Chambre quelques modes d'action du gouvernement français dans ce sens: des moyens énormes auxquels on avise pour conserver des immeubles et des monuments, y compris les églises; l'octroi de concessions fiscales à diverses catégories de propriétaires, pour leur permettre de conserver les édifices qui ont une valeur architecturale ou esthétique, même lorsque ces propriétaires habitent les immeubles en question.

En Grande-Bretagne, le National Trust, établi je crois au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, administre un programme de concessions fiscales de telle façon qu'il est maintenant le deuxième propriétaire terrien du pays. D'aucuns diront qu'il y a en Europe des choses qui valent la peine d'être conservées, que le patrimoine y est plus considérable. Mais voyons ce que les États-Unis font de ce côté. On parle d'ordinaire des États-Unis comme